



LA LETTRE

DE LA

COOPERATION DECENTRALISEE

Été 2009 (Juillet - Août - Septembre)

SOMMAIRE

Editorial	2
Afrique	3
Amérique latine et Caraïbes	9
Amérique du Nord	12
Asie	14
Europe	17
Méditerranée	20
Jeunesse - Culture	25
Tourisme responsable	27
Eau - Agriculture	30
Institutions européennes	31
Journée der la coopération décentralisée	34
CGLU	35
Etudes	37
Actualités	38
Agenda	39
Publications	41

La coopération décentralisée « France - Etats-Unis » à l'heure d'Obama

Explorer des pistes pour relancer la coopération entre collectivités territoriales françaises et américaines, c'était le but de la délégation du groupe-pays Etats-Unis, menée par son président, Roland Ries, sénateur-maire de Strasbourg, à Washington DC, du 23 au 26 juin 2009.

En effet, situation pas commune, quatre associations d'élus et de collectivités ont participé à cette délégation : en dehors de Cités Unies France, il y avait l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF), la Fédération nationale des Entreprises publiques locales et le Groupement des Autorités Responsables de Transports Publics (GART).

Elles ont pu rencontrer leurs associations homologues, à savoir la Conférence des maires américains (US Conference of Mayors), la Ligue nationale des villes et collectivités (National League of Cities), l'association de jumelage « Sister Cities International », ainsi que l'Association nationale du transport public (American Public Transportation Association).

La délégation a constaté une réelle volonté de développer les coopérations. Ainsi, l'Association nationale du transport public a accueilli très favorablement une proposition du GART d'un partenariat sur le développement des transports publics. La Ligue nationale des villes et collectivités américaines a proposé de travailler sur les questions d'intégration et de diversité, sujet identifié comme une priorité suscitant des tensions fortes, aux Etats-Unis comme en Europe, et appelant des solutions concrètes en conséquence. L'association « Sister Cities International » s'est dit prête à explorer des possibilités de développer des coopérations

trilatérales entre collectivités territoriales américaines, françaises (voire européennes) et des pays du Sud.

L'ensemble des associations ont exprimé leur très grande satisfaction par rapport à l'attitude de l'administration Obama vis-à-vis des collectivités locales, appelées à jouer un rôle majeur dans les investissements de relance et d'évolution vers une société et une économie plus durables. Ceci était confirmé par Ray LaHood, secrétaire américain aux transports, lors de sa rencontre avec la délégation française. L'adoption du projet de loi « climat » par la Deuxième chambre du Congrès témoigne d'une volonté de changement.

Cet enthousiasme est toutefois tempéré par une situation financière souvent très tendue dans les villes et les Etats du pays. Cette année, les villes vont licencier 5 000 pompiers – tout un symbole pour les Américains après le 11 septembre !

Cette situation n'est pas pour arranger la difficulté qu'ont déjà rencontrée les maires américains pour justifier leurs déplacements à l'étranger : « Les médias peuvent être très rudes », disait le directeur d'une des associations.

Mais, il existe bel et bien une volonté partagée d'approfondir la coopération décentralisée et de lui donner des formes nouvelles, autour de questions précises d'intérêt commun. La prochaine réunion du groupe-pays Etats-Unis, prévue à la rentrée 2009, devra permettre d'envisager ensemble, et avec nos partenaires tels que l'Ambassade de France à Washington et la fondation américaine « German Marshall Fund », des actions concrètes, afin de saisir des opportunités, sans doute inédites.

BÉNIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint Germès Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

Mission du groupe-pays Bénin

Le groupe-pays Bénin s'achemine vers l'organisation d'une mission collective, la première semaine du mois de novembre, au Bénin. Plusieurs jours d'échange avec leurs homologues béninois sont prévus.

BURKINA FASO

Président du groupe-pays : Jean-Bernard Damiens, vice-président du conseil régional du Limousin

La culture au service de la coopération décentralisée

La 6e édition du festival « Laafi bala » a ouvert ses portes, le 25 juin 2009, dans la ville de Chambéry en France. Cet évènement est organisé dans le cadre de la coopération décentralisée entre les communes de Chambéry et de Ouahigouya au Burkina Faso. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du ministre délégué chargé des collectivités territoriales, Toussaint Abel Coulibaly, représentant le gouvernement burkinabè, du conseiller technique du ministère de la Culture, du tourisme et de la communication, Louis Achille Yaméogo, les maires de Chambéry et de Ouahigouya, les partenaires techniques et financiers. Spectacles, artisanats, conférences et concerts ont rythmé la vie de la capitale savoyarde durant quatre jours. Cette rencontre a permis de sensibiliser le public à des problématiques comme l'inter-culturalité, les inégalités de développement Nord/Sud, et les apports de la coopération décentralisée. Le festival a refermé ses portes le 28 juin sous le parrainage de l'acteur Charles Berling.

CAMEROUN

Publication prochaine de la première édition du « Répertoire de la coopération décentralisée franco-camerounaise » (2009)

Le pôle Afrique de Cités Unies France réalise depuis deux mois une collecte d'informations auprès des collectivités territoriales françaises engagées dans des actions de coopération décentralisée avec le Cameroun et qui souhaiteraient figurer dans l'annuaire. Ce répertoire qui sera mis à jour régulièrement par Cités Unies France, se veut avant tout un outil concret pour favoriser la mise en réseau et les échanges entre collectivités engagées en coopération avec le Cameroun. Il s'agit donc d'un outil au service ces dernières.

Cités Unies France lance ainsi un appel à toutes les collectivités locales concernées et qui n'auraient pas encore été contactées par ses services, pour qu'elles se manifestent à cet effet dans les meilleurs délais.

ACTUALITÉS CONGO

Signature à Paris d'une convention de partenariat entre l'Assemblée des Départements de France (ADF) et l'Association des départements du Congo (ADC)

Le mardi 9 juin dernier, à 11h30, dans les locaux de l'Assemblée des Départements de France, s'est déroulée la séance de signature de la convention cadre de partenariat entre l'ADF et l'ADC par leurs présidents respectifs, Claudy Lebreton et Richard Eyini, en présence des représentants des ministères des Affaires étrangères des deux pays et des partenaires des deux associations.

L'après-midi a été consacrée à une table ronde sur le thème : « Quels partenariats France - Congo, entre les ONG et les pouvoirs publics ? », animée par le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), ONG coordinatrice du programme concerté pluri-acteurs Congo (PCPA Congo). Ce programme vise au renforcement de la société civile congolaise. Y ont participé les ONG membres du programme ainsi que les présidents des conseils départementaux des sites pilotes (Sangha, Niari et Pointe-Noire). L'Association des Départements du Congo (ADC), créée en novembre 2007, constitue l'organe représentatif de 12 conseils départementaux congolais. Elle a pour mission de mettre en réseau les départements congolais, de les représenter et de les promouvoir auprès des pouvoirs publics, y compris en faisant connaître leur position officielle.

La mise en œuvre de la convention cadre entre l'Assemblée des Départements de France et l'Association des Départements du Congo, devrait permettre de multiplier les partenariats entre les collectivités françaises et congolaises. Ceci implique notamment la création d'une base de données fournissant les informations de base sur les douze départements du Congo, sur leurs conseils départementaux et sur leurs priorités.

MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Jean-Louis Destans, président du conseil général de l'Eure, représenté par Alain Huard, vice-président en charge des relations internationales

Vers une sortie de crise ?

Le groupe-pays Madagascar de Cités Unies France, en concertation avec l'Association des Régions de France, suit avec attention la situation sur place.

Le 16 juin dernier, les envoyés spéciaux de l'Union africaine, de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation internationale de la francophonie annonçaient l'arrêt des négociations en vue de la résolution de la crise malgache.

Ces médiateurs, rejoints ensuite par l'envoyé spécial de la SADC (Communauté de Développement de l'Afrique australe), ont multiplié depuis le mois de mars et sous l'égide

de l'Union Africaine, des efforts en vue de trouver des solutions à la crise qui a éclaté à Madagascar depuis le 16 décembre 2008.

Le 20 juin, le sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la SADC décidait de nommer un nouveau médiateur pour Madagascar, en la personne de l'ancien président du Mozambique, Joachim Chissano, afin qu'il puisse coordonner le dialogue entre toutes les parties, en étroite coopération avec les autres acteurs impliqués.

Un nouveau communiqué, rédigé avec l'ARF, également disponible sur la page Madagascar de notre site Internet, a été envoyé aux collectivités en coopération à Madagascar, fin juin. Le président du groupe-pays Madagascar devrait, par ailleurs, se rendre sur place, dans le cadre de la coopération décentralisée entre le conseil général de l'Eure et la région Androy, en août 2009.

MALI

Président du groupe-pays : Guy-Michel Chauveau, maire de la Flèche et conseiller général de la Sarthe

ACTUALITES MALI

Le Mali déclare la guerre à Al-Qaïda Maghreb

Les autorités maliennes avaient annoncé, début juin, qu'elles allaient livrer une « lutte sans merci contre tous les groupes terroristes » sur leur sol. Cette lutte semble avoir démarré. L'armée a annoncé, ce mercredi, avoir tué 26 combattants islamistes lors de l'attaque d'une base de la branche maghrébine d'Al-Qaïda (AQMI) dans le nord du pays, près de la frontière algérienne (...). L'Algérie aurait indiqué qu'elle suivrait la situation de « très près ». Deux semaines plus tôt, le ministère malien de l'Intérieur avait affirmé qu'il était en discussion avec plusieurs autres pays dont la France, l'Algérie, les États-Unis et le Canada pour coordonner la lutte contre les groupes islamistes armés sur son territoire.

(Source : www.afrik.com, mercredi 17 juin 2009, par Stéphane Ballong)

NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, vice-président de la communauté de communes Faucigny-Glières et adjoint au maire de Bonneville

Le groupe-pays suit avec une grande attention l'évolution politique au Niger et se réunira à la rentrée.

ACTUALITÉS NIGER

Le président nigérien maintient son projet de référendum

« Le référendum sur une nouvelle Constitution aura bien lieu », c'est ce qu'a annoncé, dimanche, le ministre de l'Intérieur nigérien, Albadé Abouba. Le président Mamadou Tandja s'appuie sur cette consultation pour briguer un troisième mandat, en dépit des accusations qui font feu de toutes parts (...). Le 26 juin, le président Tandja s'était accordé des pouvoirs exceptionnels en invoquant l'article 53 de la constitution qui, lorsque « l'indépendance de la République est menacée », permet au chef de l'Etat de gouverner par le biais d'ordonnances et de décrets. Ces nouvelles prérogatives lui permettent d'imposer le référendum pour modifier la constitution, en vue de briguer un troisième mandat. Grâce à ses tours de passe-passe, Mamadou Tandja a réussi à contourner la décision de la Cour Constitutionnelle, qui, le 12 juin, avait refusé la consultation et peut à nouveau rêver d'un troisième mandat en bonne et due forme.

(Source : www.afrik.com, lundi 29 juin 2009, par Stéphanie Plasse)

TOGO

Présidente du groupe-pays : Monique Papot-Libéral, vice-présidente de la communauté de communs de la Côte Roannaise

ACTUALITÉS TOGO

L'assemblée adopte le code électoral

Les députés togolais ont approuvé lundi le nouveau code électoral lors d'un vote à l'assemblée en l'absence de l'opposition parlementaire. Parmi les principales innovations, nous constatons l'instauration des Commissions électorales locales (Céli) dans tous les arrondissements de Lomé et dans chaque préfecture. Selon les nouvelles dispositions, la cour constitutionnelle publiera la liste des candidats 25 jours avant la date du scrutin. La commission électorale nationale indépendante (Céni) sera composée, de manière paritaire, entre la mouvance présidentielle et l'opposition parlementaire (...). Quels sont les principaux changements que contient le code adopté par l'Assemblée Nationale ? Il faut d'abord rappeler que le code a pris en compte les recommandations du cadre permanent de dialogue et de concertation (CPDC). Compte tenu du poids qui pèse sur la Céli de Lomé, il a été proposé qu'il y ait désormais des Céli dans chaque arrondissement, ce qui donne 5 Celi pour la capitale. Le texte prévoit par ailleurs la participation de la société civile et de l'administration aux travaux de la Céni et des Céli. Enfin, une disposition a été prise afin de fixer la présence des partis politiques extraparlimentaires comme ce fut le cas en 1998 où des formations comme le CAR étaient représentées à la Céni.

(Source : www.allafrica.com, République of Togo, 30 juin 2009)

SÉNÉGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille

Mission de Cités Unies France à Dakar, du 14 au 18 juin 2009

Marie-Pierre Bresson, présidente du groupe-pays Sénégal, adjointe au maire de Lille, Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France et Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission, se sont rendus à Dakar, du 14 au 18 juin dernier.

Cette mission a volontairement été programmée au lendemain des élections au Sénégal qui ont entraîné d'importants changements dans les exécutifs locaux ainsi qu'un remaniement ministériel dont celui de la coopération décentralisée.

Il s'agissait pour la nouvelle présidente du groupe-pays d'une première prise de contact avec les différents interlocuteurs institutionnels, les autorités sénégalaises en charge de la décentralisation et de la coopération décentralisée ainsi que les réseaux d'élus locaux.

La tenue d'assises de la coopération décentralisée franco-sénégalaise avait été évoquée lors d'une précédente mission, mais en raison des élections sénégalaises de mars 2009, la date de ces assises n'avait pas encore été arrêtée.

L'objectif spécifique de cette mission était donc d'arrêter en collaboration avec les interlocuteurs sénégalais une date pour les assises et d'envisager d'ores et déjà la mise en place d'un comité de pilotage.

Par ailleurs, une analyse spécifique, menée en mai 2009 par le groupe jeunesse de Cités Unies France, a permis de souligner l'importance des projets à thématique « éducation - jeunesse - formation professionnelle » dans les partenariats franco-sénégalais.

Face à ce constat, la mission de Cités Unies France a rencontré à Dakar des interlocuteurs sénégalais fortement impliqués sur ces thématiques afin qu'elles puissent faire l'objet d'un atelier spécifique lors des assises.

Le compte rendu détaillé de cette mission sera adressé à tous les membres du groupe-pays.

AFRICITÉS

Réunion d'information, le 22 septembre 2009

Le 5^e sommet Africités, grand rendez-vous des élus africains et de leurs partenaires, se déroulera du 16 au 20 décembre 2009, à Marrakech. Il portera sur le thème de : « La réponse des collectivités locales et régionales d'Afrique à la crise globale : promouvoir le développement local durable et l'emploi ».

Une réunion d'information à destination des collectivités territoriales françaises sera organisée par Cités Unies France, en lien avec les fédérations d'élus et de collectivités partenaires, et CGLU-Afrique, le 22 septembre 2009.

La brochure de présentation, le dossier de participation, ainsi que le bulletin d'inscription sont d'ores et déjà sur notre site Internet : www.cites-unies-france.org/spip.php?article831.

ENVIRONNEMENT AFRIQUE

Le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) lance une nouvelle phase du Programme de Petites Initiatives (PPI) pour la période 2009-2011. Le PPI a pour but de renforcer la contribution de la société civile des pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique Centrale, de Madagascar et du Mozambique, à la préservation de l'environnement mondial à travers le financement de projets locaux. Les problématiques environnementales retenues sont la protection de la biodiversité et la lutte contre les changements climatiques, favorisant l'amélioration des conditions de vie des populations locales.

De juillet 2009 à juillet 2011, 4 concours de projets seront lancés : à chaque appel, les 10 à 15 meilleurs projets pourront être sélectionnés.

Pour être éligible, un projet doit :

- avoir un impact significatif sur l'environnement mondial,
- concourir au développement économique et social du pays et des populations bénéficiaires,
- être innovant et créer un effet démonstratif et reproductible,
- présenter une pérennité sociale, institutionnelle et économique après le projet,
- être mis en oeuvre par un organisme efficient,
- être financé majoritairement par d'autres bailleurs de fonds (y compris locaux), le FFEM apportant un financement complémentaire,
- être cohérent avec les priorités de la politique de coopération et de développement française.

(Source : Fonds français pour l'environnement mondial)

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission, pôle Afrique (Mauritanie, Bénin, Madagascar)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Tristan Routier, chargé de mission (Mali, Burkina Faso, Niger, Togo)

Courriel : t.routier@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Sénégal)

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

BRÉSIL

Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président du conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur

XII^e Marche à Brasilia pour la défense des municipalités brésiliennes

Charles Josselin, président de Cités Unies France, se rendra au Brésil, du 13 au 16 juillet 2009, pour participer à la XII^e Marche pour la défense des municipalités à Brasilia, organisée par la Confédération Nationale des Municipalités brésiliennes (CNM).

La Marche réunira près de 4 000 personnes, dont des maires, des secrétaires et conseillers municipaux, des sénateurs, des gouverneurs et des parlementaires de l'Union et des États fédéraux, des ministres ainsi que le Président de la République du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva. L'événement, qui compte parmi les plus importants du municipalisme brésilien, entend mettre en lumière des questions qui exercent une influence directe sur le quotidien des municipalités.

Charles Josselin rencontrera également, lors d'un déjeuner de travail organisé par le Secrétariat spécial pour les relations institutionnelles et les affaires fédératives de la Présidence de la République du Brésil, des représentants des trois associations de municipalités brésiliennes – la CNM, l'Association Brésilienne de Municipalités (ABM) et le Front National des Préfets (FNP).

Les collectivités locales françaises ayant un partenariat effectif avec des collectivités brésiliennes ont également été invitées par la CNM à participer à la XII^e Marche.

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes

Assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne

Les Assises se dérouleront les 10 et 11 juillet 2009, au Centre de Congrès Indigo, Montrouis - Port-au-Prince. Les 140 maires haïtiens sont invités. Du côté français une quinzaine de collectivités territoriales seront représentées par une soixantaine de personnes ayant confirmé leur présence.

A l'ouverture officielle seront présents, du côté haïtien, Michèle Pierre-Louis, Premier Ministre, accompagnée par le Ministre de l'Intérieur et des collectivités territoriales et par le Ministre de la Planification. Du côté français, le gouvernement français sera représenté par Alain Joyandet, Secrétaire d'État chargé de la coopération et de la francophonie. Charles Josselin représentera le Comité de pilotage français qu'il préside.

AMÉRIQUE DU SUD (SAUF BRÉSIL), AMÉRIQUE CENTRALE, MEXIQUE ET CUBA

Président du groupe : Jean-Philippe Magnen, adjoint au maire en charge de la coopération décentralisée et du codéveloppement de Nantes

ACTUALITÉS CUBA

L'Organisation des États Américains (OEA) met un terme à la suspension de Cuba au sein de l'organisation

L'OEA est parvenue le mercredi 3 juin 2009 au Honduras à un consensus sur le principe de la réintégration en son sein de Cuba, dont elle avait décidé la « suspension » en 1962. L'OEA a adopté une résolution annulant l'exclusion du pays.

Il appartient, néanmoins, à Cuba de demander ou non sa réintégration, ce que l'île a jusqu'ici toujours rejeté. En outre, Cuba devra respecter « les pratiques, les objectifs et les principes de l'OEA », parmi lesquels figure sa Charte démocratique, précise l'organisation dans sa résolution. En ouvrant officiellement la porte à un retour de Cuba, l'OEA donne un nouveau signe de dégel dans les relations américano-cubaines, qui se sont légèrement réchauffées depuis l'arrivée de Barack Obama à la Maison Blanche, en janvier 2010.

ARGENTINE

V^e Sommet des Maires d'Amérique et des Caraïbes, du 2 au 4 septembre 2009, à Mar del Plata (Argentine)

Les thèmes du sommet seront, entre autres : le rôle des villes dans le développement des pays, la décentralisation, l'autonomie, la démocratie locale, les politiques de cohésion sociale, les gouvernements locaux et les politiques internationales, la protection de l'environnement dans les espaces urbains, l'intégration des villes et le transport, la crise économique mondiale, les nouvelles technologies...

Le sommet sera accueilli par le ministère des Affaires étrangères argentin et la Fédération Argentine de Municipalités.

ACTUALITÉS ARGENTINE

Élections législatives

Le 18 juin 2009 se sont déroulées, en Argentine, les élections législatives pour renouveler la moitié des 257 sièges de députés et un tiers des 72 sièges du Sénat. Le Front péroniste pour la Victoire de la présidente Cristina Fernandez a été battu dans les principales provinces du

pays. Ainsi, le gouvernement n'a plus la majorité à la Chambre des députés, perdant 16 des 60 sièges remis en jeu et sa représentation au Sénat n'est plus suffisante, avec la perte de 4 sièges sur 12.

Le front de coalition de péronistes dissidents et conservateurs Union-PRO mené par Francisco De Narvaéz a remporté les élections dans la province de Buenos Aires. L'Union-Pro a également remporté le suffrage dans la capitale Buenos Aires, second district électoral du pays.

La sanction la plus emblématique a été la défaite du gouvernement dans la province de Santa Cruz, province natale de Néstor Kirchner et dont il a été le gouverneur à trois reprises.

(Sources : Clarin et AFP)

HONDURAS

Coup d'État

Le président du Honduras, Manuel Zelaya, a été renversé le 28 juin 2009 et emmené de force au Costa Rica par l'armée hondurienne.

Ce coup d'État a eu pour point de départ la décision de M. Zelaya d'organiser une consultation populaire destinée à élaborer une nouvelle Constitution. Réuni en urgence, le Conseil permanent de l'Organisation des États américains (OEA) a « condamné énergiquement le coup d'État », tout comme l'Union européenne et l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies. Pris individuellement, tous les pays du continent américain ont condamné le « coup d'État ».

La France a condamné fermement le renversement de l'ordre constitutionnel dans le pays et a rappelé son ambassadeur pour consultations. Cette décision a été prise en lien avec les partenaires européens de la France présents au Honduras.

Pour plus d'informations, un article de Maurice Lemoine a été publié sur le site du Monde diplomatique : www.monde-diplomatique.fr/carnet/2009-07-01-Honduras.

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission, pôle Amérique Latine et Caraïbes

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

ETATS-UNIS

Président du groupe-pays : Roland Ries, maire de Strasbourg

Délégation de collectivités françaises aux Etats-Unis

En sa qualité de président du groupe-pays « Etats-Unis » de Cités Unies France, le sénateur-maire de Strasbourg, Roland Ries, a conduit une délégation de collectivités françaises à Washington, du 23 au 26 juin. Le déplacement a fait l'objet d'un communiqué de presse disponible sur notre site.

Quatre associations d'élus et de collectivités ont participé à cette délégation :

- l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF), représentée par Philippe de Longévialle, adjoint au maire de Grenoble, Michel Destot, président, et Christian Lalu, directeur général ;
- la Fédération nationale des Entreprises publiques locales, représentée par Jacques Boyon, président d'honneur, et président de la commission relations internationales,
- le Groupement des Autorités Responsables de Transports Publics (GART), en la personne de Roland Ries, son président ;
- Cités Unies France, était représentée par son directeur adjoint, Nicolas Wit.

L'objectif général de la délégation - réunir les éléments pour bâtir des programmes d'échange d'expériences en matière de politiques publiques entre collectivités américaines et françaises, en particulier en matière de la lutte contre le réchauffement climatique, des transports publics et des politiques d'intégration avec un accent sur les jeunes, a globalement pu être atteint.

Les rencontres ont permis de constater une convergence d'intérêts et d'analyse, ainsi qu'un réel souhait de rapprochement voir un désir de collaboration, dans chacun des domaines identifiés.

Roland Ries invitera toutes les collectivités et leurs partenaires à venir participer à la présentation des résultats, début octobre, lors de la prochaine réunion du groupe-pays Etats-Unis. Les nombreux contacts permettent d'envisager des suites, mais cela ne sera possible que si des membres du groupe-pays ont envie de s'y investir.

Chacun recevra le rapport de mission dans le courant du mois de juillet.

Annonce : Conférence annuelle Sister Cities International, à Belfast, du 29 juillet au 1^{er} août 2009

Lors de notre rencontre avec Sister Cities International, le 26 juin 2009, à Washington, nous avons promis de faire une annonce de leur conférence annuelle qui, pour la première fois de leur histoire, se tiendra en dehors des Etats-Unis, à Belfast, du 29 juillet au 1^{er} août 2009.

AMÉRIQUE DU NORD

Toutes les villes françaises jumelées, avec leurs homologues américains, sont invitées à y participer. Le thème : construire une paix durable après le conflit (“Building Enduring Peace after Conflict”), mais de nombreux sujets seront abordés ; développement économique, jeunesse,...

Merci de nous tenir informé de votre éventuelle participation.

Pour plus d’information, merci de consulter le site Internet :

www.sister-cities.org/conference/index.cfm

Pour plus d’informations :

Nicolas Wit, directeur général adjoint (Etats-Unis)

Courriel : n.wit@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, assistante

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

VIETNAM

Président du groupe-pays : Kader Arif, conseiller municipal délégué à Toulouse, député européen

Prochaine réunion du groupe-pays Vietnam de Cités Unies France

La prochaine réunion du groupe-pays Vietnam, présidé par Kader ARIF, aura lieu le jeudi 24 septembre de 10h00 à 13h00.

L'ordre du jour et le bulletin d'inscription à cette réunion vous seront prochainement envoyés et mis en ligne sur le site Internet de Cités Unies France.

Publication du compte-rendu du colloque « Gouvernance locale »

Un compte-rendu du colloque « Gouvernance locale », organisé en mars dernier à Hanoi, par l'Ambassade de France à Hanoi, dans le cadre des Etats Généraux de la Francophonie au Vietnam, est désormais disponible.

Plus d'informations : www.cites-unies-france.org/spip.php?article692

Sommet UE/Vietnam sur l'immigration, le 22 juin 2009, à Hanoi

Les autorités vietnamiennes et européennes se sont rencontrées lors d'un sommet au sujet de l'immigration, le 22 juin, à Hanoi. Cela a été l'occasion pour le Vietnam de demander une assistance technique de la part de l'UE en matière d'immigration clandestine ainsi que d'aborder la question de la coopération en matière de migrants.

(Source : Le Courrier du Vietnam, 23 mars 2009)

INDE

Premières Assises de la coopération décentralisée franco-indienne, du 15 au 18 janvier 2010, à New Delhi

Les premières Assises de la coopération décentralisée franco-indienne se tiendront à New Delhi (en Inde), du 15 au 18 janvier 2010.

La deuxième réunion du Comité de pilotage français en vue de ces Assises a eu lieu le 7 juillet 2009, de 9h30 à 11h30, sous la présidence d'Yves Dauge, adjoint au maire de Chinon, Sénateur d'Indre-et-Loire et président du Comité de pilotage.

Cette réunion, à laquelle Cités Unies France a participé, a notamment été l'occasion de faire

le point sur :

- les thématiques potentielles des séances plénières, *a priori* : présentation comparée des organisations françaises et indiennes ; présentation des modalités de la coopération décentralisée ;
- les thématiques potentielles des ateliers, *a priori* : développement urbain durable ; gouvernance locale et planification ; patrimoine et culture ; vie quotidienne) ;
- les collectivités territoriales, chefs de file potentiels des ateliers ;
- la préparation de « Bonjour India » - le programme définitif de ce festival sera fixé courant septembre.

Étaient représentées, lors de cette réunion, les collectivités territoriales françaises suivantes : les villes de La Rochelle, de Lorient, d'Evry et de Paris ; la communauté urbaine de Lille Métropole ; le département d'Ille et Vilaine et les régions Pays de la Loire et de la Réunion.

ACTUALITÉS INDE

Entrée de 10 intouchables dans le nouveau gouvernement

Lors de la nouvelle composition du gouvernement, annoncée le 27 mai à la suite des élections législatives, 10 ministres issus de groupes intouchables (ou dalits ; catégorie la plus défavorisée du système socio-religieux hindou) ont été nommés. Le conseil des ministres indien se compose de 79 membres.

(Source : Le Monde, 29 mai 2009)

ACTUALITÉS CHINE

Risque d'effondrement de barrages sur le fleuve Jaune

Plusieurs barrages situés sur des affluents du fleuve Jaune en Chine menacent de s'effondrer, alors que leur construction est relativement récente. La qualité de la construction, la formation du personnel, ainsi que le détournement de fonds sont, entre autres, mis en cause dans cette situation.

(Source : Le Monde, 19 juin 2009)

JAPON

Les Deuxièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise, les 12 et 13 mai 2010, à Kanazawa

A l'occasion du 150^e anniversaire des relations franco-japonaises, la Ville de Nancy a accueilli les représentants de 29 collectivités locales japonaises et françaises, les 28 et 29 octobre 2008, pour les Premières Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise.

Les 12 et 13 mai 2010, la ville de Kanazawa accueillera les Deuxièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise. Etant très nombreuses à être engagées au Japon, en particulier par le biais de jumelages, les collectivités territoriales françaises sont invitées à participer aux Deuxièmes Rencontres dont le thème principal sera : « La gouvernance locale et le développement durable ».

Le premier Comité de pilotage, présidé par André Rossinot, maire de Nancy, a eu lieu le 27 mai 2009, à Paris. La prochaine réunion du Comité de pilotage aura lieu **le 23 septembre 2009, à Paris.**

Tous les renseignements supplémentaires seront régulièrement mis en ligne sur le site Internet de Cités Unies France : www.cites-unies-france.org/spip.php?article808.

DIVERS ASIE

Sommet sur l'économie de l'Asie de l'Est, le 19 juin à Séoul

Le Forum économique mondial a organisé le sommet sur l'économie de l'Asie de l'Est, les 18 et 19 juin à Séoul. Ce sommet était placé sous le thème « Les effets de la crise économique mondiale sur l'Asie de l'Est » et a eu lieu alors que la République de Corée assurera la présidence du G20 en 2010.

(Source : World Economic Forum)

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission Asie
Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

Nicolas Wit, directeur général adjoint (Japon)
Courriel : n.wit@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, assistante
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

SERBIE

Président du groupe-pays : Alain Frémont, adjoint au maire de Nevers

Séminaire sur la gestion des déchets ménagers, les 17 et 18 juin 2009, à Belgrade

L'université d'été sur la gestion des déchets qui a eu lieu en Serbie, du 17 au 19 juin 2009, était organisée conjointement par la Conférence permanente des villes et municipalités de Serbie (SKGO) et l'Institut des sciences nucléaires de Vinca, en partenariat avec Cités Unies France, et avec le soutien du Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France en Serbie. Plus des cent participants étaient présents, dont des représentants des collectivités locales et des entreprises françaises. Cités Unies France a ainsi pu mesurer l'intérêt croissant des collectivités locales dans le soutien de leurs partenaires dans ce secteur.

Les collectivités serbes, désireuses d'améliorer leur gestion des déchets ménagers afin d'atteindre des normes plus élevées, sont très demandeuses d'une présentation des pratiques de leurs homologues européennes, notamment françaises.

Les sessions de travail ont eu comme objectif premier de sensibiliser les représentants des collectivités locales serbes à la gestion effective des déchets. Les diverses sessions thématiques ont pu éclaircir les pratiques, à travers par exemple, la présentation des différentes techniques de retraitement, des coûts et investissements engendrés, des bénéfices qui en découlent, des compétences des différents niveaux institutionnels ainsi que des normes et techniques européennes en la matière.

Pour plus d'information et pour télécharger les contributions des intervenants vous pouvez vous rendre sur le site Internet de Cités Unies France : www.cites-unies-france.org/spip.php?article771.

ACTUALITÉS SERBIE

Politique intérieure

Lors d'une interview accordée à 'Vecernje Novosti' (28/6), le Président Tadic fait le point sur ses entretiens officiels avec les hauts représentants de la communauté internationale. Le Président TADIC : « La Serbie est enfin devenue pour la communauté internationale un facteur de stabilité et un acteur politique incontournable dans les Balkans. Mes entretiens récents avec MM. Biden, Sarkozy, Berlusconi et d'autres m'ont permis d'arriver à cette conclusion. Malgré nos positions différentes sur le statut du Kosovo, j'ai confiance dans le Vice-Président américain et le Président français. Je suis convaincu que personne ne demandera à la Serbie de reconnaître le Kosovo et ne lui imposera, non plus, l'adhésion à l'OTAN comme condition pour son intégration européenne » ; « Je suis persuadé que la Cour internationale de Justice jugera la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo non conforme au droit international, cependant je ne réfléchis pas à la partition de la province ».

ACTUALITÉS KOSOVO

Le Kosovo reste le thème principal dans les médias serbes, notamment à cause de la célébration de Vidovdan (bataille de Kosovo Polje), de la libération d'Agim Ceku par les autorités bulgares, du retour des policiers serbes dans le service de police kosovar (KPS) et des blocages contre les véhicules d'EULEX à Jarinje et à Brnjak (Nord du Kosovo). Sur le plan intérieur, la presse dresse le bilan du Cabinet Cvetkovic et s'interroge sur les futures coalitions qui vont se créer à Zemun et à Vozdovac. Du côté de l'intégration européenne, les quotidiens annoncent la visite du ministre des Affaires étrangères néerlandais, M. Verhagen, le 21 juillet, à Belgrade. Les Pays-Bas ont adopté ces derniers temps une attitude assez intransigeante par rapport à l'avancé de la Serbie vers une intégration dans l'Union, liée au dossier du TPY.

(Source : Revue de presse hebdomadaire, l'Ambassade de France en Serbie, du samedi 27 juin au vendredi 3 juillet 2009)

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Séminaire international sur la coopération décentralisée France - Bosnie-Herzégovine, les 24 et 25 juin 2009, à Clermont-Ferrand

Le séminaire sur la coopération décentralisée France - Bosnie-Herzégovine, organisé par le Conseil régional d'Auvergne et l'Ambassade de France à Sarajevo, a eu lieu les 24 et 25 juin 2009, à Clermont-Ferrand.

Cités Unies France, à l'invitation de la Région Auvergne, a participé et animé une table ronde sur la coopération décentralisée franco-bosnienne. Une quinzaine des maires de Bosnie étaient présents à côté de René Souchon, président du conseil régional, et Maryse Berniau, ambassadrice de France en Bosnie-Herzégovine.

Pour plus d'information sur le séminaire, merci de consulter notre site Internet : www.cites-unies-france.org/spip.php?article767.

La ville de Saint Denis renforce son partenariat en Bosnie

Un nouvel accord de coopération entre les villes de Tuzla (Bosnie Herzégovine) et Saint-Denis a été signé le 19 mars dernier, à Tuzla, par les maires des deux villes, en présence de l'Ambassadeur de France à Sarajevo.

La signature de cet accord a constitué le moment fort de la mission effectuée par une délégation de la ville de Saint-Denis conduite par le maire avec Rose Gomis, maire-adjointe à la coopération décentralisée, Jérôme Jurjevic conseiller municipal, Gilles Smadja, directeur

de cabinet et Karine Dubreuil, chargée de mission.

ACTUALITÉS BOSNIE

La coopération décentralisée franco-bosnienne

Depuis 2007, avec le soutien de nombreuses municipalités, un programme de coopération entre les collectivités locales françaises et bosniennes a été élaboré. Après les premières conférences pour identifier les thèmes porteurs, se sont succédées, l'année dernière, des tables rondes sur l'agriculture (Brcko), le tourisme (Tuzla) et la sécurité civile (Jahorina), organisée par l'Ambassade de France en Bosnie.

Tourisme rural

Le 10 juin dernier, une trentaine de maires ou leurs représentants dans le domaine de l'économie et du tourisme en Bosnie-Herzégovine, avec leurs partenaires français, ont abordé les questions du tourisme rural dans le Centre thermal « Aquareumal » de Fojnica, au coeur de la Bosnie Centrale.

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Europe, Balkans)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Hélène Migot, chargée de mission (Russie)

Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, maire adjoint de Lyon

Réunion du groupe-pays Liban, le 29 septembre 2009, à Lyon

La prochaine réunion du groupe-pays Liban se tiendra le 29 septembre, à Lyon. Elle permettra de faire un point sur l'idée de projet mutualisé pour le groupe-pays Liban et de faire un point sur l'avancée des coopérations décentralisées franco-libanaises.

ACTUALITÉS LIBAN

Élections législatives au Liban

Les élections législatives ont eu lieu le dimanche 7 juin dernier. Contrairement aux prévisions annoncées, c'est la coalition du 14 mars soutenue par l'Occident et les pays arabes qui a remporté le scrutin avec 71 députés contre 57 pour l'opposition du 8 mars (comprenant le Hezbollah). Saad Hariri, le fils de l'ex-premier ministre assassiné en 2005, est désormais chargé de former un gouvernement de coalition.

(Sources : Jeune Afrique)

ISRAËL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

Mission du comité de pilotage pour la préparation des Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne, du 14 au 17 juillet 2009

Afin de rencontrer le nouveau président de l'Union des autorités locales d'Israël (ULAI), ainsi que les collectivités locales partenaires nouvellement élues, le comité de pilotage pour l'organisation des Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne organise un déplacement en Israël.

Charles Assouline, président du groupe-pays Israël de Cités Unies France, conduira cette délégation.

Les assises auront lieu les 3 et 4 novembre 2009, accueillies par la ville de Paris.

MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca Serra, adjoint au maire de Marseille

Réunion conjointe du groupe-pays Maroc de Cités Unies France et du groupe Maroc de l'Association des régions de France

Cités Unies France et l'Association des Régions de France (ARF) ont organisé conjointement, à l'Assemblée Nationale, le 30 juin dernier, une réunion du groupe-pays Maroc de CUF et du groupe Maroc de l'ARF.

La réunion, qui a rassemblé plus d'une quarantaine de participants, a permis de faire un bilan des élections locales qui se sont tenues au Maroc, le 12 juin dernier, et de faire un point sur les suites du programme PAD.

Le nouveau paysage local marocain est marqué notamment par la progression du PAM (Parti Authenticité et Modernité), par la forte mobilisation des électeurs marocains et l'arrivée à des fonctions électives de femmes.

Concernant les suites du PAD, programme d'appui à la décentralisation, bien que les discussions soient encore en cours, on s'oriente vers la création d'un fonds de soutien à la coopération décentralisée franco-marocaine, co-géré par les Marocains et les Français.

La réunion a été l'occasion de souligner les bonnes relations tissées entre les deux associations d'élus locaux ; l'expérience sera donc à renouveler.

Le compte-rendu de la réunion sera très prochainement disponible sur le site de Cités Unies France.

ACTUALITÉS MAROC

Élections municipales au Maroc

Les élections municipales au Maroc ont eu lieu le 12 juin dernier. Le PAM (Parti authenticité et modernité) est arrivé en tête avec 6015 sièges soit 21,7% des suffrages. Viennent ensuite l'Istiqlal (5282 sièges), le RNI (Rassemblement national des indépendants, 5292 sièges), l'USFP (Union socialiste des forces populaires, 3226 sièges), le MP (Mouvement populaire, 2213 sièges), le PJD (Parti de justice et développement, 1513 sièges), l'UC (Union constitutionnelle, 1307 sièges), le PPS (Parti du progrès et du socialisme, 1102 sièges).

Ces élections sont donc marquées par la victoire du récent parti de « l'ami du roi », mené par Fouad Ali El Himma, l'ancien ministre délégué à l'Intérieur, et par le recul du mouvement populaire USFP. Il est important de relever le basculement de trois grandes villes : Rabat a été remportée par l'USFP, Marrakech et Tanger par le PAM. Le PJD conserve un certain impact en milieu urbain : sur 1513 sièges, 734 sont obtenus en zone urbaine.

Après une campagne en faveur de l'élection des femmes, le quota de 12% qui leur était réservé a été dépassé. Ainsi, 346 femmes ont été élues, soit deux fois plus que lors des élections de 2003.

Cette consultation placée sous l'importance de la transparence a connu un taux de participation (52,4%) presque équivalent à celui des précédentes municipales (54%).

(Sources : Jeune Afrique, informations tirées de la réunion conjointe du groupe-pays Maroc CUF et groupe Maroc ARF du 30 juin 2009)

PROCHE-ORIENT

Réunion du Réseau européen des collectivités locales pour la paix au Proche-Orient, Paris, 12 juin 2009

Le comité de pilotage du Réseau européen s'est récemment réuni à Paris. Les réseaux des collectivités locales italiens, français et espagnols étaient représentés.

L'agenda du Réseau a été discuté et l'idée d'une grande délégation d'élus européens au Moyen-Orient a été retenue. Elle aura lieu courant mois d'octobre prochain. Un programme et une lettre d'invitation seront bientôt adressés aux collectivités locales françaises membres de Cités Unies France et du RCDP.

Pour plus d'informations : www.cites-unies-france.org/spip.php?article841

PALESTINE

Président du RCDP : Claude Nicolet, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

Assemblée générale du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine

Le 30 juin dernier, s'est déroulée l'assemblée générale du RCDP, en présence de Hind Khoury, déléguée générale de Palestine en France.

Le bureau sortant a été reconduit à l'unanimité : un président (Claude Nicolet), trois vice-présidents (Henri Bertholet - Romans-sur-Isère, Chantal Bourvic - Val-de-Marne, George Morin - Gières), un trésorier (Denis Cerisy) et un secrétaire (Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France).

L'assemblée générale a approuvé à l'unanimité le rapport moral et le rapport d'orientation. Une modification, discutée lors de la réunion, sera apportée au texte.

Présenté par Claude Nicolet, le rapport d'activités 2009 présente les différentes actions du RCDP menées auprès des collectivités locales palestiniennes ainsi que les activités du réseau en France.

Projet DARWICH

Afin de rendre un hommage au grand poète palestinien, Mahmoud Darwich, décédé en 2008, en associant à cet hommage la mémoire de Sara Alexander, la chanteuse israélienne, son amie, inlassable chantre de la Paix, disparue en mai dernier, la Cie Théâtre du Conte Amer, le centre culturel Robert Desnos de Ris Orangis et la Délégation de la Palestine en France, créent un spectacle poétique et musical intitulé : « PALESTINE, J'ECRIS TON NOM ».

Pour plus d'informations, merci de consulter le site Internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article864>

TUNISIE

Président du groupe-pays : Henri Bertholet, maire de Romans-sur-Isère

Mission du président du groupe-pays Tunisie

Henri Bertholet, président du groupe-pays Tunisie, a effectué une mission à Tunis, du 16 au 19 juin dernier.

Organisée avec l'appui du SCAC de l'Ambassade de France à Tunis, la mission a notamment permis de rencontrer les différents services de l'Ambassade de France à Tunis, le président de la FNVT (Fédération Nationale des Villes Tunisiennes) et les représentants du ministère de l'Intérieur et du ministère de la Coopération et du développement de la coopération internationale.

Le compte-rendu de la mission sera envoyé aux collectivités du groupe-pays pendant l'été. Les conclusions de la mission seront présentées à l'occasion d'une réunion du groupe-pays, à l'automne 2009.

ACTUALITÉS TURQUIE

Les aides au développement octroyées par la Turquie

L'Agence turque de coopération et de développement (TIKA) a annoncé que les organismes publics turcs octroient environ 650 millions de dollars d'aide au développement par an. Ce montant s'élève à 3 milliards de dollars avec les investissements directs des entrepreneurs turcs aux pays en voie de développement considérés en tant qu'aide au développement. La Turquie a ainsi contribué au développement de 136 pays, dont 111 par l'intermédiaire de TIKA, depuis 17 ans avec des projets de 800 millions de dollars.

Les organismes publics turcs ont enregistré 602 millions de dollars d'aide au développement en 2005, 714,21 millions de dollars en 2006, avec l'influence du séisme au Pakistan, et 601 millions de dollars en 2007. Le montant qui n'est pas encore annoncé pour l'année 2008 devrait être plus élevé qu'en 2007. La Turquie se situe en tant qu'acteur mondial parmi les 50 pays fournisseur d'aide au développement selon les standards de l'OCDE. La Turquie, le Brésil, la Chine et la Corée du Sud sont énumérés parmi les « pays donateurs » émergents par l'OCDE.

(Source : le quotidien turc « Hürriyet »)

Réunion du Conseil d'Association Union européenne - Turquie

Le Conseil d'Association Union européenne - Turquie a réalisé sa 47^{ème} réunion, le 19 mai dernier, à Bruxelles, sous la présidence du ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, et le ministre tchèque des Affaires étrangères, Jan Kohout, qui assure la présidence tournante de l'UE. La Commission européenne a été représentée par Olli Rehn, commissaire chargé de l'élargissement.

En saluant l'ouverture de 10 chapitres de négociations sur 35, dont l'un est provisoirement clos, l'Union européenne a souligné les progrès du gouvernement turc à poursuivre ses engagements pour l'adhésion. Elle a affirmé sa satisfaction sur la mise en place du programme national pour l'adoption de l'acquis communautaire déclaré le 31 décembre 2008, tout en rappelant sa détermination à suivre l'application de ce programme.

En outre, l'Union européenne a recommandé de renforcer le processus de réformes dans les domaines de la justice, de la lutte contre la corruption et la tortue, de la protection des droits des citoyens, de la liberté de la religion et d'expression de toutes les communautés, du respect du droit de propriété, du renforcement du droit des minorités, des droits culturels, des droits des femmes, des droits des enfants, des droits syndicaux ainsi que du contrôle des autorités civiles sur les militaires. Le Conseil d'Association a également évalué les relations bilatérales et déterminé les priorités dans le cadre de l'union douanière et de l'acquis communautaire.

(Source : Association des industriels et des entrepreneurs de Turquie - Tüsiad)

Pour plus d'informations :

Linda Naili, chargée de mission, pôle Méditerranée (Maroc, Algérie, Palestine, Tunisie)
Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Virginie Rouquette, chargée de mission, pôle Méditerranée (Maroc, Liban, Tunisie)
Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission, pôle Méditerranée (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPO)
Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Turquie)
Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

JEUNESSE

Présidente du groupe thématique Jeunesse : Marie-Pierre Rouger, conseillère régionale de Bretagne

Rencontres de Boumerdès

Les 14 et 15 juin derniers, à Boumerdès, Algérie, Cités Unies France a participé au premier séminaire franco-algérien sur le renforcement des actions locales en direction des enfants et des jeunes. Cette rencontre en application de la convention de partenariat signée en septembre 2007 par la Wilaya de Boumerdès et la ville de Belfort, et du programme concerté pluriacteurs Algérie, a été l'occasion de débattre sur la participation des associations et des collectivités locales dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques locales en direction des enfants et des jeunes.

La délégation française, composée d'une trentaine de personnes représentant, entre autres, les villes de Mulhouse, Grenoble, Villepinde et la région Bretagne, ainsi que des représentants associatifs tels la fédération nationale des Francas, a été conduite par le maire de Belfort, Etienne Butzbach. Durant ces deux jours, des ateliers thématiques ont été organisés où les participants des deux pays ont apporté leur éclairage sur toutes les problématiques liées à l'accès aux loisirs et à la culture, éducation citoyenne, enfance et handicap et insertion professionnelle.

La présidente du groupe thématique Jeunesse de Cités Unies France, Marie-Pierre Rouger, conseillère régionale de Bretagne, a piloté, aux côtés d'Ali Bousaidi, élu de la Wilaya de Boumerdès, l'atelier sur l'insertion professionnelle. Le débat s'est centré sur les questions suivantes : 'Comment favoriser l'entrée des jeunes dans le monde du travail ? Quel est le rôle des Associations dans l'accompagnement des jeunes ? Quels dispositifs sont mis en œuvre par l'Etat, les collectivités et les associations pour accompagner les jeunes dans leur parcours d'insertion professionnelle ?'

Le premier constat dressé est que, malgré tous les efforts de modernisation du système de formation, et malgré toutes les aides accordées par l'Etat aux différents dispositifs d'accompagnement, en Algérie comme en France, le chômage touche principalement les jeunes et les femmes. En Algérie, près de trois chômeurs sur quatre sont âgés de moins de trente ans et cette tranche d'âge représente 75% de la population. En France, les moins de 30 ans représentent environ 30% de la population et 20% de ces jeunes sont au chômage. La crise en France vient aggraver cette situation puisque 20% des jeunes de moins de 30 ans vit en dessous du seuil de pauvreté.

Algériens et Français se sont donc accordés sur des axes de coopération à explorer ensemble afin de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes des deux rives. Le premier volet concerne l'accompagnement à la création de chambres d'économie sociale et solidaire

en Algérie. Le deuxième volet porte sur l'accompagnement dans la création d'activités (micro-entreprises de jeunes) et le développement de l'économie sociale et solidaire. Le troisième volet vise la structuration du secteur associatif algérien oeuvrant dans le domaine de l'insertion des jeunes. Ceci s'avère nécessaire si l'on veut investir dans une mission de service public, en incluant la possibilité de conventionner avec les collectivités et/ou l'Etat. Enfin, le dernier volet place la priorité sur l'identification des besoins d'un secteur cible. A l'exemple, du tourisme et du patrimoine, de l'écotourisme, mais aussi de tout le champ du développement durable qui comprend le développement équitable et solidaire pour tous les êtres de la planète, les questions relatives à l'énergie renouvelable, l'eau, le traitement des déchets, l'éco-construction . Ce dernier point permet d'imaginer des coopérations institutionnelles entre établissements de formation algériens et français d'un secteur donné.

Ainsi, avec une feuille de route bien remplie, forts des engagements pris lors de cette première édition, Algériens et Français poursuivront les débats les 14 et 15 décembre prochains, à Belfort. Puisse la cité du lion éclairer leurs travaux !

Pour plus d'informations :

Fabiola Rivas, chargée de mission Jeunesse
Courriel : f.rivas@cites-unies-france.org

Président du groupe thématique Tourisme responsable : Jean-Claude Mairal, vice-président du conseil régional d'Auvergne

Sept maires des communes du cercle de Kayes (Mali) en France pour promouvoir une coopération Nord - Sud dans le secteur du tourisme

Aw Bissmillah Kayes, comme pour dire Bienvenue à Kayes. Et c'est bien l'objectif de ce projet de développement touristique porté pour la première fois dans la région de Kayes.

Depuis septembre 2008, sept communes de la région de Kayes ont émis le souhait de développer un partenariat pour s'investir dans la promotion du tourisme sur leurs territoires respectifs. Ce projet multi partenarial intitulé : « Projet pilote multi acteurs de renforcement des initiatives de développement du tourisme dans le cercle de Kayes », a obtenu le financement de l'Union européenne, à travers son Programme d'Appui à la Réforme Administrative et à la Décentralisation au Mali (PARAD). Dans son exécution, il met un accent fort sur la mobilisation et la sensibilisation des populations sur la gestion et la préservation de leur patrimoine mais également sur la formation des acteurs et l'échange d'expériences autour des pratiques de promotion touristiques mises en œuvre ailleurs en Afrique de l'Ouest ou en Europe (France).

C'est dans ce cadre qu'une délégation forte de 9 personnes du cercle de Kayes s'est rendue en France, en juin 2009. Cette mission, toujours dans le souci de complémentarité des acteurs autour du projet, est composée des maires et techniciens. Menée par Bassirou Bane, chef de file du projet et maire de Koniakary (tata du grand résistant à la colonisation, El Hadj Omar Tall), la délégation était composée des sept communes associées dans le projets : Dramane Diakité, maire de Diamou (chutes de Gouina, les « glaciaires » et les grottes mythiques), Mamoudou Macalou, maire de Sadiola (mine d'or et sa case sacrée), Oumar Coulibaly, maire de Marintoumania (ses collines et ses forges traditionnelles), Ibrahima Sarr, maire de Hawa Dembaya (fort de Médine, les chutes de Félou, les figuiers sacrés), Salifou Konaré, maire de Ségala (Lac Magui et le site de la bataille de Fataladji), Danioko Boniface, maire de Logo (les îles de Modinkané, de Denguira, la colline sacrée et le site de la bataille de Sabouciré), ainsi que les techniciens Sékou Touré de l'Office malien du tourisme et de l'hôtellerie-région de Kayes et Kassim Touré, chargé du projet tourisme.

Il s'agissait au cours de ce voyage en France de rencontrer des partenaires institutionnels, et techniques pouvant permettre de faire connaître l'initiative ainsi que les sites touristiques naturels et historiques que les sept communes veulent valoriser.

Plusieurs rencontres ont eu lieu, avec les collectivités territoriales françaises partenaires, associations, offices de tourisme, migrants et autres acteurs impliqués dans le tourisme ont conforté la délégation dans son orientation vers un tourisme responsable, de qualité au détriment du tourisme de masse, que les populations ne pourraient pas s'approprier.

Projet émanant d'une volonté locale et initié au travers de la coopération décentralisée, il illustre la capacité d'innovation et l'intégration de la mutualisation dans les projets de territoire au Mali.

Contact : Projet tourisme PARAD/Koniakary
M. Kassim Toure
Tél. : 00 223 21 52 39 19
Courriel : tourismeparadkoniakary@yahoo.fr

Accueil Paysan acteur du tourisme solidaire

Plus de 20 ans d'expériences en France et plus de 10 au niveau international, avec 23 pays, font d'Accueil Paysan, un acteur reconnu dans la mise en place d'un tourisme équitable et responsable.

Dans certains pays, cette forme d'accueil devient alors modèle de développement touristique à l'interne.

Considérant le tourisme comme facteur de développement économique et social, il cherche à soutenir des actions de développement promouvant une agriculture durable, et un tourisme équitable dans le respect des populations locales. Ainsi, autour d'activités agricole et rurale, les « paysans-accueillants-aménageurs » sont accompagnés pour mettre en place un accueil touristique et social en relation avec tous les acteurs du développement local, permettre la mutualisation entre les adhérents au réseau sur un même territoire et tisser des liens et être vecteur d'un développement économique sur des territoires ruraux.

L'expérience du réseau Accueil Paysan montre que le maintien d'exploitations, l'installation et la création d'emplois sont possibles pour des projets reliant activités d'accueil et de production. La demande faite à la Fédération Nationale d'Accueil Paysan, dans le cadre de la coopération décentralisée, porte sur différents axes, partant de l'audit, en passant par la formation, et l'accompagnement à fois individuel, mais aussi collectif, pour la mise en place de la vie associative, jusqu'à la promotion des structures adhérentes..

Aujourd'hui, la préoccupation d'Accueil Paysan se porte sur la Croatie, avec un groupe d'acteurs présent dans la région de Dubrovnik, mais avec une invitation à continuer à développer cette forme de tourisme à l'intérieur du pays.

Accueil Paysan souhaite aller à la rencontre de cette population rurale et paysanne moins favorisée, pour cela, elle cherche à attirer l'attention de collectivités territoriales présentes ou qui auraient des projets de coopération décentralisée dans ce pays, pour réfléchir à une action commune ou à l'enrichissement des actions déjà menées.

Contact :
Fnap : info@accueil-paysan.com
M. Jean-Marie Perrier
Courriel : jmperrier@aliceadsl.fr

La Plate-forme coopération et tourisme fait l'Université d'été du tourisme rural

La prochaine Université d'été du tourisme rural aura lieu les 30 septembre, 1er et 2 octobre 2009, à Vichy (Pays de Vichy - Auvergne) et portera sur le thème : « Oser l'innovation dans les partenariats ».

Au-delà de la mobilisation de ses partenaires (réseaux, régions, acteurs locaux auvergnats, ministères...), Source s'associe à la Conférence permanente du tourisme en Massif Central pour proposer une édition encore plus riche en débats, échanges et apport d'expériences. La plate-forme coopération et tourisme tiendra un stand pour assurer la sensibilisation des acteurs mais aussi échanger sur l'outil plate-forme, son ambition et son fonctionnement.

Le programme et le bulletin d'inscription sont en ligne sur : www.ue-tourisme-rural.fr ou www.source.asso.fr.

Pour plus d'informations :

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission Tourisme responsable
Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Prochain Forum Mondial de l'Eau en 2012, à Marseille

La candidature de la France et de Marseille à l'accueil en 2012 du Forum Mondial de l'Eau a été retenue.

La France avait présenté la candidature de la cité phocéenne, le 18 mai dernier, devant le Conseil mondial de l'eau à Genève par la voix de Chantal Jouanno, la secrétaire d'Etat chargée de l'environnement. La ville était en concurrence avec celles de Durban en Afrique du Sud et Vancouver au Canada. Après la réunion d'Istanbul, qui s'est déroulée en mars dernier, Marseille accueillera donc ce Forum qui se tient tous les trois ans.

« Cette décision constitue une belle reconnaissance pour la France qui a défendu avec vigueur les pays les plus défavorisés qui réclament un droit d'accès à l'eau » à Istanbul a expliqué Chantal Jouanno. Dans un communiqué commun, la Ville de Marseille et le Meeddat ont rappelé que « près d'un milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et plus de 2,4 milliards ne disposent pas d'une eau saine ». Ils ont également souligné que le réchauffement de la planète va encore accentuer cette situation.

(Source : Le journal développement durable)

Dernières minutes

- Appel à propositions dans le cadre du programme « Sécurité alimentaire » de l'ICD
- Appels à propositions dans le cadre de l'IEVP pour des activités culturelles au Maroc
- Appels à propositions dans le cadre de l'IEDDH

Plus d'informations dans la rubrique « Les appels à propositions européens » du site Internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique88>

Programme ANE & AL - PAA 2008 - Publication des derniers appels à propositions décentralisés

Seuls deux des 36 appels à propositions décentralisés (Objectif I) sont actuellement en cours. Ils concernent l'Arménie et la Colombie. En effet, concernant les appels à propositions décentralisés : 35 ont été publiés ; 2 sont en cours et 33 sont d'ores et déjà clôturés ; 1 reste à publier.

Rappel : Tous les appels à propositions centralisés (AP « Multi-pays » ; AP « EAD » ; AP « Coordination ») ont été lancés et sont aujourd'hui clôturés.

Plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article623>

Programme ANE & AL - PAA 2009 - Vers de nouveaux appels à propositions avant la fin de l'année 2009 ?

La Commission européenne semblerait prête à lancer, dans le cadre du PAA 2009, de nouveaux appels à propositions pour les objectifs 1 et 3 du programme "Les acteurs non étatiques et les autorités locales pour le développement", probablement à la rentrée 2009. A cette occasion, la Commission européenne semblerait également prête à mieux prendre en compte dans le cadre des appels à propositions la particularité des autorités locales et régionales et des changements au niveau procédural pourraient ainsi apparaître.

Plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article802>

Adoption des plans d'action annuels (PAA) 2009 des programmes d'aide extérieure de l'Union européenne

L'Union européenne a récemment adopté les plans d'action annuels (PAA) 2009 d'un certain nombre de ses programmes d'aide extérieure et notamment des 5 programmes thématiques de l'Instrument de Coopération pour le Développement (ICD).

Plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article847>

5 octobre 2009 : 3^{ème} rencontre de la Plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement, à Lyon

Consacrée à l'évaluation de l'efficacité de la coopération pour le développement des autorités locales et régionales, la 3^{ème} rencontre de la Plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement aura lieu le 5 octobre 2009, à Lyon.

Programmes de coopération transfrontalière dans les Balkans occidentaux

Deux appels à propositions sont actuellement ouverts pour des projets de coopération transfrontalière albano-macédonien, d'une part et serbo-monténégrin, d'autre part. Ouverts aux collectivités territoriales européennes, les dates limites de candidatures pour ces appels sont les suivantes :

- Albanie – ARYM : 3 août 2009 (Réf. : 128081 et 128680)
- Serbie – Monténégro : 23 septembre 2009 (Réf. : 128739)

Cités Unies France, dans le cadre de ses groupes-pays Balkans, vous propose de réfléchir avec vous à la possibilité d'une réponse concertée à ces appels

Plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article850>

2 décembre 2009 : Assises de la coopération décentralisée au niveau européen

Organisées par la Commission européenne et le Comité des régions, les premières Assises de la coopération décentralisée au niveau européen devraient avoir lieu le 2 décembre prochain, à Bruxelles.

Visant à établir un dialogue régulier entre les autorités locales et régionales et les institutions européennes, Cités Unies France, notamment dans le cadre la Plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement, y prendra part.

Résultats des élections européennes de juin 2009

Les élections du Parlement européen (PE) ont eu lieu le 7 juin en France (40,63% de participation). 72 représentants français ont été élu pour la nouvelle législature 2009-2014. Les sièges se répartissent ainsi :

- 29 députés de l'Union pour un mouvement populaire- Nouveau centre (soit 27,8%) ;
- 14 députés du Parti socialiste (soit 16,48%) ;
- 14 députés Europe écologie (soit 16,28%) ;
- 6 députés du Mouvement démocrate (soit 8,4%) ;

- 4 députés du Front de gauche (6%) ;
- 3 députés du Front national (6,3%) ;
- 1 député Libertas (4,6%) ;
- 1 député de l'Alliance des outres-mers (0,42%).

La composition définitive du PE ainsi que de ses commissions sera fixée lors de la session constitutive le 14 juillet 2009.

NB : Kader Arif, élu au conseil municipal de Toulouse et président du groupe pays Vietnam de Cités Unies France, a été réélu au Parlement européen pour la circonscription du Sud-Ouest, avec 19,40% des votes (Kader ARIF avait déjà été élu le 13 juin 2004 au Parlement européen dans la circonscription Sud-Ouest).

Contribution de Concord à l'évaluation de l'aide de la Commission européenne

Dans sa réponse de février 2009 à l'évaluation de l'aide de la Commission européenne (CE) transitant par la société civile, Concord a formulé entre autres deux propositions à la CE :

- Soutenir l'engagement de la société civile européenne auprès des autorités locales dans les processus de gouvernance ; cela passe par la protection de l'autonomie et de l'espace opérationnel de la société civile ainsi que la prise en compte de son expérience dans le domaine du développement.
- Explorer des méthodes alternatives de financement ; Concord s'engage à réfléchir, conjointement avec la CE, à de nouveaux mécanismes de financement plus efficaces afin de pallier au taux d'échec élevé des réponses aux appels à propositions communautaires.

(Source : Evaluation of EC Aid Delivery through Civil Society Organisations: Response from CONCORD - Funding Development and Relief working group (FDR) - February 2009)

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission Institutions européennes

Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

Journée de la coopération décentralisée : « Migrants, codéveloppement et coopération décentralisée », le 24 juin 2009, à Paris

La Journée de la coopération décentralisée intitulée : « Migrants, codéveloppement et coopération décentralisée », organisée par Cités Unies France, s'est déroulée le mercredi 24 juin 2009, à l'Institut Catholique de Paris. Elle a rencontré un franc succès puisque le nombre de participants, issus principalement des collectivités territoriales, des associations de migrants et des autres structures associatives et institutionnelles engagées dans la coopération décentralisée et le codéveloppement, a dépassé la centaine.

La matinée a permis de clarifier les différents concepts, grâce à l'intervention lumineuse de Patrick Gonin (chercheur membre de Migrinter et du conseil scientifique de l'association Soutien, Solidarité et Actions en faveur des Emigrants - SSAE), de dresser un état des lieux des politiques actuelles de codéveloppement, à travers la présentation de Stéphane Gallet (chargé de mission développement solidaire au ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire). Enfin, une table ronde entre Mustapha Bouras (vice-président du FORIM) et Jean Hartz (vice-président de la communauté de communes d'Evry-Centre-Essonne en charge des relations internationales) a permis de confronter les points de vue des migrants et des collectivités territoriales quant à leur collaboration dans le cadre de programmes de coopération décentralisée. L'animation de cette matinée, assurée par Frédéric Tiberghien (conseiller d'Etat et président du SSAE) a par ailleurs été très appréciée pour sa pertinence et pour la clarté de la synthèse délivrée aux participants avant le déjeuner.

L'après-midi, les participants se sont retrouvés autour de trois exemples de programmes de coopération décentralisée dans lesquels les migrants occupent une place spécifique. Les intervenants des communes de Noisy-le-Sec, de Gentilly et du département de la Seine-Saint-Denis, ont ainsi présenté leurs actions avec la Mauritanie, le Mali et le Maroc, en expliquant le rôle clé joué par les migrants dans la réalisation des actions, voire à l'origine même de ces projets. Ces différentes interventions ont suscité de nombreuses questions et remarques de la salle et ont été suivies d'un débat très riche sur les différents aspects des partenariats entre territoire d'accueil, territoire d'origine et associations de migrants.

La journée s'est terminée avec les interventions de Chansamone Voravong, président du Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations (FORIM), et Charles Josselin, président de Cités Unies France. Tous deux ont souhaité à cette occasion approfondir les relations entre leurs organismes respectifs, et œuvrer davantage à une meilleure synergie entre l'action internationale des collectivités territoriales et les initiatives de migrants en faveur du développement de leur territoire d'origine.

La réflexion sur ces questions complexes se poursuivra, en y associant également les ONG en appui aux initiatives des migrants dans le cadre de la décentralisation. La rubrique « migrants et co-développement » du site Internet de Cités Unies France devra ainsi être mieux alimentée. Par ailleurs, l'ONG Enda organise une prochaine rencontre dans le cadre de son programme Diapode (diasporas pour le développement), le vendredi 3 juillet 2009, sur le thème « Associations de migrants et autres acteurs de la coopération décentralisée : quels partenariats dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ? »

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur notre site Internet :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article832>.

CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)

CGLU et la négociation sur le changement climatique

Le 2 juin 2009, à Copenhague (Danemark) les 150 élus et représentants de gouvernements locaux et régionaux des cinq continents, présents au Bureau exécutif de CGLU, s'accordent sur un appel commun des villes et des régions aux Parties qui négocieront à Copenhague, en décembre, un nouvel accord mondial sur le climat. Ils présentent des amendements précis et concrets au texte actuellement en négociation dans le cadre de la 15ème Conférence des Parties des Nations Unies.

Sous la Présidence de Bertrand Delanoë, maire de Paris et président de CGLU et de Kadir Topbas, maire d'Istanbul et co-président de CGLU, et en présence des partenaires actifs de CGLU sur ce sujet : David Cadman, président d'ICLEI, et Bärbel Dieckmann, maire de Bonn et présidente du Conseil Mondial des Maires contre le Changement Climatique, les membres du Bureau exécutif de CGLU se sont entendus sur une stratégie à adopter vis-à-vis de la COP 15.

Obtenir de leurs gouvernements que le texte en négociation :

- reconnaisse le rôle des villes et des autorités locales et régionales, niveau de gouvernement le plus proche des citoyens, dans la mise en œuvre des stratégies nationales sur le changement climatique ;
- permette aux autorités locales et régionales d'élargir leurs capacités et leurs connaissances, notamment par l'échange d'expériences ;
- mette enfin en place les mécanismes financiers adaptés aux besoins des autorités locales et régionales pour qu'elles puissent mettre en œuvre leurs engagements.

A l'occasion de leur Sommet sur le Changement Climatique, qui s'est également tenu à Copenhague du 2 au 4 juin, les villes et les régions ont fait la démonstration de leur mobilisation et de leurs engagements concrets. A l'ouverture du Sommet, Bertrand Delanoë a rappelé l'urgence de la situation : « La situation de la planète nous laisse sans délai. Maintenant il faut choisir et agir. Le temps des atermoiements est fini. »

Les participants ont fortement interpellé les gouvernements nationaux pour obtenir des accords sur le climat très ambitieux. Ils ont rappelé leur disponibilité pour soutenir et accompagner les gouvernements nationaux dans la conclusion de tels accords. Ils ont également souligné la nécessité de leur implication pour que ces accords aient une portée réelle.

Erik Fabrin, président de l'Association des municipalités du Danemark, a ouvert le Sommet devant environ 700 participants.

Le Premier Ministre du Danemark, Lars Lokke Rasmussen, a appelé à un accord mondial ambitieux et à la mobilisation des élus et responsables locaux dans le monde : « J'en appelle à vous pour user de tout votre pouvoir pour changer le cours des choses et montrer l'exemple. »

Dernière minute : Communiqué de CGLU

- La mobilisation de CGLU et de ses partenaires a permis lors des négociations à Bonn, le 22 juin 2009, d'intégrer au projet d'accord des amendements concrets avec 100 références explicites à l'implication des gouvernements locaux. Le rôle des gouvernements locaux et régionaux est ainsi reconnu dans l'ensemble des chapitres : action concertée à long terme ; adaptation ; atténuation ; financements, technologies et renforcement des capacités.
- Il est possible que ces références disparaissent au cours des négociations. A partir de maintenant et jusqu'à la fin de l'année, les gouvernements locaux devront concentrer leurs efforts afin de préserver ces références dans le texte actuellement en discussion. Nous devons insister sur les points suivants :
 1. la reconnaissance du rôle des villes et des autorités locales et régionales dans la mise en œuvre et la définition des stratégies nationales face au changement climatique ; notamment dans les plans nationaux d'adaptation et d'atténuation ;
 2. la mise en valeur des capacités et de l'expertise des autorités locales et régionales
 3. l'accessibilité aux ressources financières et aux mécanismes adéquats.

Prochains cycles de négociations :

- du 10 au 14 août, à Bonn ;
- du 29 septembre au 9 octobre, à Bangkok ;
- du 2 au 6 novembre, à Barcelone.

De nombreuses collectivités ont envoyé des lettres à leurs gouvernements et ont rencontré leurs délégations nationales.

En ce qui concerne la France, Cités Unies France a informé la Présidence de la République de la forte mobilisation des collectivités locales sur cette question et sollicité son soutien pour que le négociateur français, dans le droit fil du Grenelle de l'environnement, fasse reconnaître leur rôle dans le texte qui sera adopté en décembre 2009, à Copenhague.

Cliquez sur ce lien pour accéder au texte, seulement disponible en anglais :

www.cities-localgovernments.org/uclg/upload/template/templatedocs/LCA_Negotiation_Text_22_June_09.pdf.

CAHIERS DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Prolongation de l'appel à projets

Le comité de rédaction des cahiers de la coopération décentralisée a décidé de prolonger l'appel à projets de la deuxième édition des Cahiers jusqu'au **21 septembre prochain**. N'hésitez pas à nous transmettre vos articles !

Parution du premier numéro des Cahiers de la coopération décentralisée !

Le numéro 1 des Cahiers de la coopération décentralisée vient de paraître. Au sommaire de ce numéro :

- « Coopération décentralisée et renforcement institutionnel, une dynamique à construire », de Bernard Husson
- « Coopération internationale des collectivités territoriales : renforcer l'Etat de droit », de Elise Daunay et Jean-François Ploquin
- « La coopération décentralisée face aux chocs exogènes », de Abdelkader Djeflat
- « Coopération décentralisée et prise en compte des inégalités : des enjeux aux pratiques », de Chantak Duray-Soudron et Christophe Mestre
- « La stratégie d'internationalisation de la ville de Marseille par la coopération multilatérale », de Vanessa Kuzay
- « Représentations exogènes et organisation dans le cadre d'une association de coopération décentralisée : le cas du jumelage Allier-Niafunké », de Marina Lafay

La revue est vendue au prix de 30 euros (prix public) et **15 euros pour les collectivités adhérentes de Cités Unies France**.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (développement durable)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Virginie Rouquette, chargée de mission (SEM et coopération décentralisée)

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Tristan Routier, chargé de mission (sécurité alimentaire)

Courriel : t.routier@cites-unies-france.org

ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

Semaine de la Solidarité Internationale

La Semaine de la solidarité internationale innove encore : vous trouverez sur notre site, rubrique éducation eu développement ainsi que sur le site de le Semaine (www.lasemaine.org) dans la rubrique comment faire, le « courrier de mobilisation » qui vous permet de prendre connaissance de l'ensemble des outils de communication disponibles cette année. Fin septembre, cela sera le grand changement : l'ouverture du nouveau site Internet interactif de la Semaine.

Les cadres de la coopération, quels cadres ?

Le 18 juin, Cités Unies France intervenait en Aquitaine, à la demande de Cap Coopération et du RADSI, le réseau régional et collectif associatif régional, sur le thème des cadres de la coopération. L'accent a en particulier était mis sur les Objectifs du Millénaire, l'efficacité de l'aide et les Agenda 21 locaux. Sans doute aurait-il également fallu évoquer les conclusions du Comité interministériel pour la Coopération internationale et le Développement du 5 juin.

En écho à cette réunion, la rencontre annuelle du groupe de travail de CGLU sur le renforcement des capacités des collectivités territoriales et de leurs associations, les 25 et 26 juin, à Londres, reprenait la question de l'efficacité de l'aide et de la position de la coopération décentralisée quant aux principes que se sont initialement fixés les Etats de l'OCDE, en 2005.

Ce groupe de travail élaborera une position que CGLU devra arrêter lors du prochain conseil mondial, en novembre, à Guangzhou.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission
Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Comité directeur de clôture du Programme concerté santé Mali	Bamako	1 ^{er} - 2 juillet	Comité directeur
Assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne	Port au Prince	10 - 11 juillet	Comité de pilotage des assises
Première conférence nationale des jumelages et partenariats « accélérateurs de citoyenneté européenne »	Tours	11 - 12 septembre	AFCCRE
Réunion d'information sur Africités	CUF	22 septembre	CUF
9 ^e Conférence des villes	Hôtel de Ville de Paris	23 septembre	AMGVF
Réunion du groupe-pays Vietnam	CUF	24 septembre (matin)	CUF
Comité de pilotage Culture et coopération décentralisée	Paris	24 septembre	CUF
Réunion du groupe-pays Liban	Lyon	29 septembre	CUF
Université d'été du tourisme rural « Oser l'innovation dans les partenariats »	Vichy	30 septembre - 1 ^{er} et 2 octobre	Plate-forme coopération et tourisme
Bureau exécutif de CUF	Paris	8 octobre	CUF
Réunion du groupe-pays Etats-Unis	Paris	7 octobre (matin)	CUF
Semaine économique de la Méditerranée	Marseille	7 - 10 octobre	Mairie de Marseille
Conférence : « Après la guerre de Gaza, quelles perspectives politiques, comment coopérer en Palestine? »	Dunkerque	8 - 9 octobre	Communauté urbaine de Dunkerque
Semaine européenne de la démocratie locale	Conseil de l'Europe, Strasbourg	12 - 18 octobre	Conseil de l'Europe
Séminaire sur les OMD	Mairie de Paris	12 - 13 octobre	Action mondiale contre la Pauvreté / CUF

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Assises régionales de la coopération décentralisée et du développement solidaire	Bordeaux	15 - 16 octobre	Conseil régional d'Aquitaine
Changements climatiques : quelles opportunités pour un développement durable ?	Ouagadougou	19 - 22 octobre	Forum mondial du développement durable /Revue Passage
2 ^{ème} Rencontre franco-russe des collectivités territoriales	Saint Petersburg	22 - 23 octobre	Ambassade de France / MEEDDAT / ADEME
Journées Européennes du Développement (4 ^e édition)	Stockholm	22 - 24 octobre	Présidence suédoise de l'UE
Assises de la coopération internationale de Bretagne	Brest	23 - 24 octobre	Conseil régional de Bretagne
Assises de la coopération décentralisée franco-israéliennes	Paris	3 - 4 novembre	CUF
Conseil mondial de CGLU	Canton	12 - 14 novembre	CGLU
Semaine de la solidarité internationale	France	14 au 22 novembre	CRID et partenaires
Assises de la coopération décentralisée franco-algérienne	Algérie	Date encore non définie	CUF
Conférence internationale « La contribution des autorités locales au volet « Eau » de l'Union pour la Méditerranée	Palais des Congrès de Lyon	23 - 24 novembre	MEDAAT – Commission Méditerranée de CGLU – CUF – Grand Lyon
Assises de la coopération décentralisée	Stockholm	2 décembre	Comité de Régions/ Commission européenne
« Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée France-Bésil »	Palais des Congrès, Lyon	3 - 4 décembre	CUF et région Rhône-Alpes
Rencontres franco-algériennes sur le renforcement des actions locales en direction des enfants et des jeunes	Belfort	14 et 15 décembre	CUF/Ville de Belfort/PCPA Algérie
Africités 5	Marrakech	16 - 20 décembre	Africités
2^{èmes} Assises sur l'action des jeunes à l'international	Paris	Date encore non définie	CUF

COLLECTION «GROUPE - PAYS» : 25,00 EUROS

- Dossier pays POLOGNE
(nouvelle édition - décembre 2008)
- Dossier pays ROUMANIE
(nouvelle édition - décembre 2008)
- Dossier pays HONGRIE (2005)
- Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (2005)
- Dossier pays CROATIE (2006)
- Dossier pays CHINE
(à paraître 2009)
- Dossier pays JAPON (2007)
- Dossier pays TURQUIE
(première édition 2008)
- Dossier pays MAROC (2007)
- Dossier pays TUNISIE (2005)
- Dossier pays LIBAN (2007)
- Dossier pays ISRAEL (2007)
- Dossier pays PALESTINE
(première édition 2008)
- Dossier pays BRÉSIL (2006)
- Dossier pays NICARAGUA (2006)
- Dossier pays CUBA
(à paraître en 2009)
- Dossier pays SÉNÉGAL (2007)
- Dossier pays MAURITANIE (2008)
- Dossier pays MALI
(première édition 2009)
- Dossier pays TOGO
(première édition mai 2009)
- Dossier pays BÉNIN
(à paraître en 2009)
- Dossier pays BURKINA FASO
(à paraître en 2009)
- Dossier pays NIGER
(à paraître en 2009)

RÉPERTOIRES DES PARTENARIATS DE COOPERATION DÉCENTRALISÉE :

15,00 EUROS

- franco- polonais
- franco- roumains
- franco- tchèques
- franco-hongrois
- franco-chinois
- franco-japonais
- franco- algériens
- franco-marocains
- franco-tunisiens
- franco-libanais
- franco-israéliens
- franco-palestiniens
- franco-américains
(France - Etats-Unis)
- franco-américains
(en anglais)
- France - Amérique Latine et Caraïbes
- franco-sénégalais
- franco-togolais
- franco-burkinabè
- franco-maliens
- franco-malgaches
- franco-béninois
- franco-mauritaniens

COLLECTION « RÉFLEXIONS » :

15,00 EUROS

- Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)
- L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- Migrants et collectivités territoriales (2008)

COLLECTION « RÉFÉRENCE » :

25,00 EUROS

- Les instruments juridiques de la coopération décentralisée
(nouvelle édition - décembre 2008)

COLLECTION « GROUPE-PAYS » : 40,00 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- Dossier pays VIETNAM (2005)

OUVRAGES HORS COLLECTION

- Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D (2005)
15 euros
- L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée
10 euros
- Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique - 2 volumes (2000)
10 euros
- Accompagner les collectivités territoriales du Sud dans la gouvernance de leur territoire : Comment la coopération décentralisée peut-elle renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités partenaires ? *Rapport complet* (2009)
10 euros

NOUVEAU !

- **Cahiers de la coopération décentralisée**
L'action internationale des collectivités locales - n° 1 - juin 2009
30 euros

PROMOTION !

- Dossier pays PALESTINE + DVD
« Voter en Palestine » - 35 euros

BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom :
Prénom :
Fonction :
Collectivité :
Adresse :
CP : Ville :
Tél. : Fax :
Courriel :

Je joins un chèque deeuros
à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le
bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi - 5 euros pour l'étranger

Pour plus d'information, merci de contacter :
Katarina FOTIC, responsable des publications
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site
Internet de Cités Unies France :
www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org

Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la Lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org